

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE  
N° 0081 /AONO/MINFOF/CIPM/2025 DU 24 AVR 2025  
RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CABINET, CHARGE D'ASSURER LES FONCTIONS  
D'OBSERVATEUR INDEPENDANT AUPRES DE LA COMMISSION  
INTERMINISTERIELLE D'ATTRIBUTION DES TITRES D'EXPLOITATION  
FORESTIERE.

1. Objet de l'avis d'appel d'offres.

Le Ministre des Forêts et de la Faune, Maître d'Ouvrage, lance un Avis d'Appel d'Offre National Ouvert pour le recrutement d'un cabinet, charge d'assurer les fonctions d'observateur indépendant auprès de la commission interministérielle d'attribution des titres d'exploitation forestière.

2. Consistance des prestations

Dans la présente consultation, il sera question de réaliser les tâches suivantes :

- Assister aux sessions des commissions interministérielles d'attribution des titres d'exploitation forestières et aux travaux des sous commissions d'analyse des offres ;
- Veiller à la qualité des termes de références, des spécifications et s'assurer de la qualité des participants ;
- Veiller à la stricte application de la réglementation en vigueur, les pratiques de bonne gouvernance et les exigences de transparence, de libre concurrence, de principe d'équité dans le processus d'attribution de tout titre d'exploitation forestière ;
- Adresser au Ministre des Forêts et de la Faune, à la fin des travaux de chaque commission ou sous commissions d'analyse, un rapport circonstancié, mettant l'accent sur les pratiques contraires à la transparence, à l'équité et l'application stricte des réglementations en vigueur ;
- Relever tout aspect pouvant entraver l'objectivité dans le processus d'attribution de tout titre et faire des suggestions visant à améliorer l'analyse des dossiers techniques et administratifs.

3. Délai d'exécution

L'exécution des prestations s'étalera sur la durée de la tenue de la CIM. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

4. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux bureaux d'études ayant une bonne connaissance du secteur forestier et une expérience avérée dans le domaine objet du présent avis d'appel d'offres et remplissant les conditions d'accès à la commande publique conformément à la réglementation en vigueur.

5. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du CA FSDF sur l'exercice 2025. Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est de neuf millions (9 000 000) FCFA TTC, Sur la ligne d'imputation budgétaire n°59 C6 054 05 220020 361301.

## 6. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

## 7. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 10 du DAO dont le montant s'élève à cent mille (100 000) francs CFA. valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC). En cas de chèque-banque ou de chèque certifié, produit en lieu et place d'un cautionnement, celui-ci doit être libellé à l'ordre de la CDEC pour le compte du Maître d'Ouvrage. Ledit chèque doit être transmis à la CDEC par l'établissement financier dans un délai d'au moins sept (07) jours ouvrables avant la date d'ouverture des plis.

## 8. Consultation et retrait du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) National Restreint peut être consulté et retiré par les soumissionnaires suscités, aux heures et jours ouvrables, dès publication du présent avis, au Ministère des Forêts et de la Faune, Direction des Affaires Générales (Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, 8ème étage, porte 807) de l'Immeuble Ministériel n° 2, contre présentation de l'original de la quittance de versement au Trésor Public de la somme non remboursable de dix mille (10 000) FCFA au titre des frais d'achat du DAO.

Il peut également être consulté sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)) et sur la plateforme COLEPS.

## 9. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais, en trois volume (offre Administrative, offre technique et offre financière) seront déposées sur la plateforme COLEPS, dès publication du présent avis, au plus tard le 29/05/2025 à 12 heures et devra porter la mention suivante :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**

**N° \_\_\_\_\_ /AONO/MINFOF/CIPM/2025 DU \_\_\_\_\_**

**RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CABINET, CHARGE D'ASSURER LES FONCTIONS  
D'OBSERVATEUR INDEPENDANT AUPRES DE LA COMMISSION INTERMINISTERIELLE  
D'ATTRIBUTION DES TITRES D'EXPLOITATION FORESTIERE.**

**(à n'ouvrir qu'en séance de dépouillement) ».**

## 10. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises, ci-après, devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conforme par le service émetteur ou une autorité

levront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres et avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- ✓ les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- ✓ les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- ✓ les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- ✓ les plis non-conformes au mode de soumission ;
- ✓ Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres entraînera le rejet de l'offre.

11. Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en un temps, aura lieu le 29/03/2021 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés qui siège dans la salle de conférences du MINFOF. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Seule des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 70% des points.

12. Critères d'évaluation

La Commission examinera la conformité des pièces administratives. Seules les offres dont le dossier administratif aura été jugé conforme seront retenues et ensuite évaluées.

a. Critères éliminatoires

Les critères ci-dessous sont considérés comme critères éliminatoires :

- L'absence ou la non-conformité d'une des pièces du dossier administratif après quarante-huit (48) heures accordées aux soumissionnaires ayant présenté un dossier administratif non conforme ;
- les Fausses déclarations ;
- la présence des Pièces falsifiées les dossiers du soumissionnaire ;
- L'absence et la non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- la note technique strictement inférieure à 70 points sur 100 ;
- La présentation d'une offre financière incomplète ;
- L'absence de la déclaration de non abandon de marché signé sur l'honneur dans l'offre administrative ;
- L'absence de la Charte d'intégrité.

b. Critères essentiels

L'offre technique sera évaluée selon les critères essentiels ci-dessous définis :

| N° | CRITERES                          | NOTES |
|----|-----------------------------------|-------|
| 1  | Présentation générale des offres  | 5     |
| 2  | Références pertinentes du cabinet | 10    |

|       |                                                                                 |     |
|-------|---------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 3     | Observations et suggestions des TDR                                             | 10  |
| 4     | Organisation et méthodologie d'exécution de la mission                          | 15  |
| 5     | Qualifications et expériences des experts mobilisés dans le cadre de la mission | 60  |
| TOTAL |                                                                                 | 100 |

### 13. Méthode de sélection du consultant

La méthode de sélection est la Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC). Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la mieux-disante.

### 14. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de remise des offres.

### 15. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures et jours ouvrables au Ministère des Forêts et de la Faune, Direction des Affaires Générales (Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, 8ème étage, porte 807) de l'Immeuble Ministériel n° 2.

### 16. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 2 22 20 18 03.

LE MINISTRE DES FORETS ET DE LA  
FAUNE



Jules Doret NDONGO

#### COPIE :

- ARMP (pour publication au JDM et archivage)
- Plateforme COLEPS (pour publication)
- P/CIPM
- Affichage (pour information),

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DES FORETS ET DE  
LA FAUNE

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY AND  
WILDLIFE

**"OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS UNDER EMERGENCY PROCEDURE**

No. 0081 /AONO/MINFOF/CIPM/2025 OF 24 APR 2025

**TO HIRE A CONSULTANCY FIRM TO PLAY THE ROLE OF AN INDEPENDENT  
OBSERVER BEFORE THE INTER-MINISTERIAL COMMITTEE RESPONSIBLE FOR  
AWARDING LOGGING TITLES.**

**1. Purpose of the Call for Tenders**

The Minister of Forestry and Wildlife, Contracting Authority, hereby launches a National Open Call for Tenders to hire a consultancy firm to play the role of an independent observer before the Inter-Ministerial Committee responsible for awarding logging titles.

**2. Scope of Services**

The Services, subject of this Call for Tenders, shall target the following:

- Attending sessions of the inter-ministerial committee responsible for awarding logging titles and deliberations of the tender analysis sub-committee;
- Ensuring the quality of the terms of reference and specifications as well as the quality of participants;
- Ensuring strict compliance with the regulations in force, enhancing good governance practices and transparency requirements, encouraging free competition and the principle of fairness in the process to award all logging titles;
- Submitting a detailed report to the Minister of Forestry and Wildlife at the end of the deliberations of each analysis committee or sub-committee, highlighting any practices contrary to transparency, fairness and the strict compliance with the regulations in force;
- Identifying any aspect that may hinder objectivity in the process of awarding any title and make suggestions for improving the analysis of technical and administrative files.

**3. Execution Deadline**

The services shall spread over the duration of the CIM. This period shall run from the date of notification of the service order prescribing the start of the services.

**4. Participation and Origin**

This Call for Tenders shall be open to consultancy firms that have a perfect mastery of the forestry sector and a well-established experience in the field covered by this tender, meeting thus the requirements to tender for public contracts in accordance with the regulations in force.

**5. Funding**

- The Services, subject of this Call for Tenders, shall be funded by the SFDF-Special Support Fund budget for the financial year 2025. The estimated cost of the project, based on preliminary studies, stands at CFAF 9 000 000 000 (nine million), including all taxes, to be debited from budget head No. 59 C6 054 05 220020 361301.

## 6. Submission Method

The submission method chosen for this Call for Tenders is online.

## 7. Bid Bond

Bidders shall include in their administrative documents a stamped bid bond, paid at the counter, issued by a body or financial institution responsible for issuing bonds, approved by the Minister of Finance in the field of public contracts, whose list appears under Exhibit 10 of the Tender File, amounts to CFAF 100,000 (four hundred thousand francs), valid for thirty (30) days beyond the initial date of validity of the offers. Failure to provide a bid bond issued by a first class bank or financial institution responsible to issue bid bonds, authorised by the Minister of Finance as far as public contracts are concerned, the offer shall be automatically rejected. A bid bond that has been presented, but has no connection with the contract in question shall be considered null and void. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be automatically rejected.

The bid bond shall be accompanied by a deposit receipt issued by Deposits and Consignment Fund (CDEC). If a bank cheque or certified cheque is issued instead of a bid bond, it shall be payable to CDEC on behalf of the Contracting Authority. The cheque in question shall be forwarded to CDEC by the financial institution at least 7 (seven) working days before the day following the bid opening session.

## 8. Consultation and withdrawal of the tender file

The Restricted National Tender File (TF) may be consulted and withdrawn by the aforementioned bidders, during working hours and on working days, upon publication of this tender, at the Basket Fund Management Unit (FESP), located at the 2<sup>nd</sup> floor of the Regional Delegation of Forestry and Wildlife for the Centre, National Printing Press Road, Yaounde, by presenting the original receipt, proof of a non-refundable sum of CFAF 10,000 (ten thousand ) to the Public Treasury, representing charges of the Tender File (TF).

It may also be consulted online through the Public Contracts Regulatory Boards (ARMP) website ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)) and coleps platform.

## 9. Submission of bids

Each offer, drafted in French or English, in three volumes (Administrative offer, technical and financial offer) shall be submitted on the COLEPS platform, as soon as this tender is published, latest on 29/05/2025 at 12 noon and must be labelled as follows:

***"OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS***

***No. \_\_\_\_\_/AONO/MINFOF/CIPM/2025 OF \_\_\_\_\_***

***TO HIRE A CONSULTANCY FIRM TO PLAY THE ROLE OF AN INDEPENDENT OBSERVER  
BEFORE THE INTER-MINISTERIAL COMMITTEE RESPONSIBLE FOR AWARDING  
LOGGING TITLES.***

***(To be opened in tender opening session only)"***

## 10. Reception of bids

To avoid rejection, the required administrative documents shall be absolutely produced in original or certified true copies by the competent authorities in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be dated less than 3 (three) months and must have been issued after the date of signature of the Tender.

The contracting authority shall not accept:

- ✓ Envelopes bearing indications of the bidder's identity;

- ✓ Tenders received after the submission deadline;
- ✓ Envelopes not bearing indication of the Tender;
- ✓ Applications that do not comply with the submission method.
- ✓ Failure to comply with the number of copies indicated in the Consultation File or offer only in copies;

Any tender that shall not comply with the provisions of the Tender File, shall be declared inadmissible. Failure to comply specifically with sample documents as presented in the Tender File, the tender shall be automatically rejected.

#### 11. Opening of Bids

The opening of administrative and technical bids shall hold on 29/01/2025 at 13 Noon by the Special Tenders Board, that meets at MINFOF Conference Room. Only bidders shall be allowed to take part in this opening session, or their representatives duly delegated by them.

The opening of the financial offers session shall hold at the end of the technical analysis and shall target only bidders who had obtained a minimum score of 70%.

#### 12. Evaluation Criteria

The Committee shall scrutinise compliance with all required administrative documents. Only bids containing complying administrative documents shall be shortlisted and then evaluated.

##### a. Eliminary criteria

eliminary criteria shall be as follows:

- Absence or non-compliance with an administrative document in the Tender File, 48 hours after the opening of bids, a timeframe to be granted to bidders who submitted a non-complying administrative file;
- False statement;
- Inclusion of forged documents in the bidder's files;
- Absence or non-compliance of the bid bond during the bid opening session;
- A technical score below 70/100 points;
- Submission of an incomplete financial offer;
- Absence of a sworn statement of non-abandonment of a public contract in the administrative offer;
- Absence of the dated and signed integrity charter;

##### b. Essential criteria

The technical offer shall be evaluated based on essential criteria as specified below:

| No.   | CRITERIA                                                                                  | SCORE |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 1     | Overall presentation of bids                                                              | 5     |
| 2     | Relevant references of the consultancy firm in line with the assignment to be carried out | 10    |
| 3     | Remarks and suggestions in the ToRs                                                       | 10    |
| 4     | Organisation and methodology used to carry out the assignment                             | 15    |
| 5     | Qualifications and experience of experts mobilised to carry out the assignment            | 60    |
| TOTAL |                                                                                           | 100   |

### 13. Method for selecting the consultant

The Selection Based on Quality and Cost (SFQC) shall be used as the selection method. The Contracting Authority shall award the contract to the bidder who submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest.

### 14. Validity of bids

Bidders shall be bound by their offers for 90 (ninety) days from the date of submission of their bids.

### 15. Additional Information

Further information may be obtained during working hours at the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Sub-Department of Budget and Maintenance, Procurement Service, Room 807, 8th floor, Government Building No. 2.

### 16. Combatting Corruption and Shunning Unethical Behaviour

To report any practices, facts or corrupt acts, attempted corruption or unethical behaviour, please call CONAC on 1517, send or call the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) through the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 22 20 18 03.



Jules Doret NDONGO

MINISTER OF FORESTRY AND WILDLIFE

#### COPIES:

- ARMP (publication in the Public Contract Logbook and records);
- COLEPS platform (for publication)
- P/CIPM
- Notice Board (for information);